

Le mouvement syndicaliste français¹

Camarades, je ne retiendrai pas longtemps les instants du Congrès car un grand nombre de délégués ont déjà parlé et la discussion sur ce point de l'ordre du jour est déjà pleinement épuisée.

Nous avons entendu à cette tribune des représentants de tous les pays, des représentants de toutes les délégations, de toutes les tendances qui peuvent exister sur le problème de relations entre les deux Internationales. Je chercherai seulement à déterminer les deux groupes d'opinion qui ressortent de la discussion qui vient d'avoir lieu.

Il est clair que l'immense majorité des délégués est en laveur d'une coopération entre les deux Internationales. La forme que pourront prendre ces relations reste à déterminer. Mais il semble que ce point important soit déjà acquis. La question qui a provoqué les oppositions les plus vives, c'est la vieille question des relations entre les partis politiques et les syndicats. C'est sur ce point que nous avons vu s'exprimer ici des tendances assez nettement déterminées. D'une part des camarades des organisations syndicales, appartenant eux-mêmes aux partis communistes, et pour qui la collaboration entre les deux Internationales est une chose naturelle et simple ont rappelé que les conditions ont changé profondément depuis la guerre, que l'opposition ardente d'autrefois entre les partis et les syndicats était désormais un fait du passé, qu'elle avait été pleinement légitimée par l'attitude des anciens partis politiques. Mais ces partis se sont reconstruits ; il ne s'agit plus de ces anciens partis qui ont sombré avec la 2^e Internationale, mais des nouveaux partis, de partis communistes qui s'affirment partout décidés à entreprendre la lutte révolutionnaire.

Les représentants des organisations syndicalistes, de leur côté, ont paru conserver une grande partie de leur méfiance ancienne. Ils ont déclaré que malgré ces transformations d'anciens partis socialistes en partis communistes, malgré la création de nouveaux partis communistes, pouvait subsister une volonté dominatrice de la part des partis communistes à l'égard du mouvement ouvrier, et que les partis politiques restaient au fond d'eux-mêmes partisans de la subordination des organisations ouvrières. Il est à craindre que ces deux conceptions restent même après ces débats dans la même position où elles se trouvaient avant la discussion. Mais si l'on examine dans leur ensemble ces groupements d'organisations syndicalistes qui restent foncièrement hostiles aux partis communistes et qui témoignent aussi une certaine méfiance à l'égard de l'Internationale Communiste, alors il est facile de constater qu'ils n'ont pas de plate-forme unique. Nous avons vu par exemple le représentant de l'Union de Marins d'Allemagne dire : « Nous n'accepterons jamais les directives de l'Internationale Communiste parce qu'elle nous demande d'abord de rentrer dans les vieux syndicats. Nous avons rompu avec eux et nous n'accepterons jamais de laisser la la forme d'organisation que nous avons créée pour reprendre notre place dans les vieilles organisations. Nous avons vu aussi le délégué de « l'Allgemeine Arbeiter Union » affirmer que l'Internationale Communiste ne comprend pas la nouvelle situation, qu'elle ne veut nous laisser que les vieilles armes rouillées du passé, et que ce qu'il nous faut avant tout, ce sont des formes nouvelles d'organisation. A cette même tendance nous pouvons rattacher le représentant des I. W. W. et aussi le représentant d'une nouvelle organisation française qui s'est récemment séparée de la C. G. T. Mais d'autre part nous avons la minorité syndicaliste révolutionnaire française qui sur ce point est en opposition absolue avec les représentants des organisations que je viens de nommer. Ces syndicalistes sont partisans au contraire de rester dans les syndicats. Ils sont partisans de lutter jusqu'à ce qu'ils les aient ramenés dans la voie révolutionnaire d'avant guerre. Le groupement d'opposition qui a paru se former est donc loin d'être uni.

Et je crois bon de rappeler ici qu'avant la guerre s'est tenu à Londres un Congrès qui avait pour but de créer une Internationale Syndicale révolutionnaire en face de la Fédération Internationale dont le secrétaire était alors [Legien](#). Il semblait qu'un tel Congrès dût aboutir facilement puisque les délégués qui le composaient étaient d'accord sur les questions essentielles. Cependant après les discussions très vives, beaucoup plus vives même que quelques-unes de celles auxquelles nous avons assisté ici, l'accord ne put se faire et c'est par une rupture très nette, très brutale et très violente entre ces fractions que le Congrès se termina.

Quelle conclusion pouvons-nous tirer de ce fait, sinon que ces organisations, faibles par leurs effectifs, ne sont pas capables de faire une action commune, ni même de se mettre d'accord sur des formules communes. Pourquoi ? Parce que tous ces différents petits groupements, toutes ces petites sectes sont attachées chacune avant tout à des systèmes qui, pour chacune d'elles sont les meilleurs et sont intangibles. Elles s'imaginent posséder une formule si excellente d'organisation ou une conception révolutionnaire si pure, que chacun veut imposer sa conception et ses méthodes aux autres.

L'œuvre que nous voulons faire ici est tout à fait différente. Dans la situation qu'a créée la guerre, il y a autre chose à faire qu'à chercher de grouper les petites sectes syndicalistes d'avant-guerre, qui n'ont pas pu elles-mêmes se grouper entre elles, et de les réunir avec celles qui se sont créées pendant et depuis la guerre. Nous avons actuellement partout des mouvements de masses, des mouvements énormes, nous avons la possibilité de créer une Internationale puissante, de créer une Internationale qui réunira vraiment toute la classe ouvrière parce qu'elles groupera en elle tous les groupements révolutionnaires de tous les pays : nous avons la possibilité de créer une Internationale puissante qui pourra assurer la défense de la classe ouvrière. Jusqu'à présent nous avons dû enregistrer partout des échecs. Partout

1 Source : *Bulletin communiste* n° 39 (deuxième année), 15 septembre 1921. Le texte est précédé de l'introduction suivante :
« Nous publions ci-dessous le texte du discours prononcé par notre camarade Rosmer au cours du Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge. »
Le congrès de fondation de l'Internationale Syndicale Rouge (Profintern) eut lieu à Moscou du 3 au 19 juillet 1921.

depuis la guerre malgré des succès et parfois des grands succès momentanés, nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation où partout la bourgeoisie écrase la classe ouvrière.

Et quand je vois ici les camarades syndicalistes français rappeler ce qu'a été le syndicalisme français et le défendre avec énergie, je comprends pour ma part, qu'ils soient fiers de cette tradition. Je crois comme eux que le mouvement syndicaliste français restera dans l'histoire du mouvement de tous les pays comme une époque de lutte glorieuse. Mais quand ils prétendent aujourd'hui le conserver intact, qu'ils s'imaginent qu'il suffirait de le faire sortir de la tombe où l'on enterre les trahisons qui se sont succédé depuis 1914, je crois qu'ils commettent une grande erreur : au lieu de profiter des leçons que nous devons tirer de la guerre impérialiste et de la révolution russe, ils songent à faire entrer la révolution dans un système qui peut être théoriquement excellent, mais qui en tout cas a besoin d'être adapté aux circonstances nouvelles. Quand ils opposent les syndicats aux partis, je crois que la position qu'ils prennent n'est pas une position solide. Certes, il y a entre les syndicats et les partis de grandes différences : les syndicats groupent uniquement des ouvriers, et de ce fait ils réalisent par leur seule existence la lutte de classe, ils groupent d'une part, les ouvriers, seulement les ouvriers et ils les dressent devant les patrons. Les partis au contraire groupent des éléments qui ne sont jamais exclusivement ouvriers et il peut arriver qu'ils soient sans liaison avec la masse. Et alors il est bien évident que dans ce cas, des partis ainsi constitués ne peuvent pas prétendre interpréter la pensée de la classe ouvrière. Mais de tels partis nous en avons vu beaucoup et nous sommes fixés sur ce qu'ils peuvent faire. Ceux-là ne peuvent être que des partis réformistes. Mais si nous voulons prendre un exemple particulièrement instructif nous pouvons mieux faire que de prendre l'exemple du Parti Communiste Russe. Est-ce que nous pouvons prétendre que ce n'était pas un parti vraiment ouvrier ? Je crois qu'il n'y aurait personne pour le faire. Et si le parti bolcheviste a pu jouer le rôle qu'il a joué, c'est précisément parce qu'il a été toujours l'interprète exact et fidèle de la classe ouvrière de la Russie.

Est-ce que personne peut croire que ce parti aurait été capable de faire la révolution de novembre et de prendre à ce moment-là dans ses mains seul la tâche de poursuivre la lutte contre la bourgeoisie et d'organiser la société nouvelle ; est-ce que ce parti aurait été capable d'accomplir une telle tâche s'il n'avait pas été l'interprète reconnu des ouvriers et des paysans de Russie ? Certainement non. J'ai entendu souvent dire ici, par des hommes appartenant aux partis les plus différents, et les plus hostiles aux bolcheviks, qu'il est incontestable qu'à ce moment-là le Parti Communiste russe a été celui qui exprimait exactement les aspirations de la classe ouvrière et qu'il a été le seul qui pouvait entreprendre de diriger la lutte immense qui était la Révolution.

Deux camarades français ont cité quelques fragments d'une brochure du camarade Lénine, si décisifs selon eux, qu'ils n'ont pas jugé nécessaire de les commenter. Je crois pouvoir leur dire qu'ils se sont engagés un peu à la légère dans cette voie. La brochure à laquelle ils ont emprunté leurs citations n'est qu'un élément des discussions très approfondies, très complètes qui ont eu lieu en Russie cet hiver au sujet du rôle des syndicats ; et en détachant seulement un fragment ils ont absolument dénaturé, déformé le sens des passages qu'ils ont cités. Il n'est naturellement pas possible d'évoquer, ici dans son ensemble, cette discussion. Je veux seulement noter, que les camarades étrangers qui se trouvaient à Moscou à ce moment ont eu beaucoup de peine à se reconnaître dans les nuances de pensée exprimées par les divers groupes qui se sont formés alors à l'intérieur du parti communiste russe. Le problème qu'il fallait résoudre ne se pose que lorsqu'on a fait la Révolution ; c'est celui des rapports entre les syndicats, les soviets et le parti. J'ajouterai seulement que le représentant principal de « l'opposition ouvrière », d'un des groupes qui existaient alors et qui s'appelait l'opposition ouvrière, ce représentant est aujourd'hui membre du Comité Central du Parti Communiste. Il a défendu sa conception comme tous les membres du Parti Communiste peuvent le faire, le Congrès du Parti s'est prononcé contre la tendance qu'il défendait, et il accepta néanmoins à la suite de cette décision, d'entrer au C. C. du Parti. Il semble qu'il y ait de la part des camarades syndicalistes la peur que le Parti Communiste devienne un parti vraiment révolutionnaire ; on semble redouter un peu une concurrence. En fait, comme l'ont rappelé plusieurs de nos camarades, il est certain que l'ancienne C. G. T., dans sa période héroïque, était un véritable parti révolutionnaire, qu'elle était un parti politique, et un parti politique qui par beaucoup de points ressemblait au parti bolcheviste. On a dit ici que les syndicalistes français n'étaient pas marxistes, mais je peux citer l'opinion d'un homme qui compte dans le mouvement syndicaliste français, le camarade [Louzon](#) qui connaît bien à la fois le Marxisme et le mouvement syndicaliste, et qui écrivait récemment que le syndicalisme français était dans son fond vraiment marxiste.

Est-ce qu'il est possible de songer aujourd'hui en France à ressusciter de toute pièce ce vieux parti révolutionnaire qu'était la C. G. T. d'avant-guerre ? Est-ce que c'est seulement parce que [Jouhaux](#) a trahi en 1914, est-ce que c'est par ce fait seul que le syndicalisme révolutionnaire a subi en France une éclipse ? Mais après la trahison de Jouhaux d'autres trahisons plus graves encore se sont produites. Alors que celle de Jouhaux eut épuisé toute sa malfaisance, nous avons vu successivement des camarades qui avaient pris la direction de la minorité et la dressaient contre Jouhaux, nous les avons vus à leur tour abandonner cette minorité et la classe ouvrière. On peut donc penser qu'il y a des raisons plus profondes que ces trahisons successives dans la transformation qui a eu lieu à l'intérieur du syndicalisme français. Depuis la guerre les syndicats ont subi partout de grandes modifications non seulement dans les pays où ils étaient déjà une institution solide, comme en Angleterre et en Allemagne où ils se sont développés dans des proportions considérables, mais même en France où l'effectif syndical était toujours très réduit, nous avons vu se produire une grande poussée vers les syndicats. La C. G. T. qui par son nombre était une organisation d'une forme différente de l'ancienne organisation et non seulement par son nombre mais aussi par ses méthodes et ses luttes, est devenue comme les grandes organisations syndicales d'Angleterre et d'Allemagne qui, elles, suivaient leurs anciennes traditions, une

organisation vraiment réformiste qui a cherché seulement à masquer cette action réformiste, cette action de collaboration des classes derrière les anciennes formules syndicalistes dont le vrai sens n'est pas douteux, mais qui peuvent permettre des interprétations tendancieuses et nouvelles. Doit-on dans ces circonstances songer uniquement aujourd'hui à ressusciter dans son intégralité le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre ? Faut-il concentrer tous les efforts sur ce point et consacrer une partie de nos forces à discuter, à batailler entre les tendances diverses ? La méfiance des politiciens est salutaire. Mais il n'y a pas des politiciens que dans les partis politiques, il y en a aussi dans les organisations syndicales. Il me semble que quelques camarades français oublient un peu que, surtout en France, la classe ouvrière depuis la guerre n'a enregistré que défaite sur défaite. Même cette grève du 21 juillet 1919 que je rappelais tout à l'heure et qui aurait été la seule grande manifestation, que la classe ouvrière française ait faite en faveur de la révolution russe, même cette grève a échoué. Dans quelles conditions a-t-elle échoué ? Dans des conditions les plus désastreuses pour la classe ouvrière. A la veille du jour où elle devait être déclarée, il a suffi d'un ordre de la C. G. T. pour que le mouvement fût brisé. Et les conséquences d'un pareil échec furent immédiatement visibles parce que l'étranglement de la Hongrie Soviétique eut lieu le lendemain même. Mais il n'y a pas eu seulement l'étranglement de la Hongrie Soviétique : ce lamentable échec donna à la bourgeoisie la conviction, que désormais elle n'avait plus à ménager la classe ouvrière, que désormais elle pouvait prendre sans crainte l'offensive contre la classe ouvrière car la force révolutionnaire que celle-ci contenait depuis la guerre était, pour l'instant brisée. Est-ce que la minorité révolutionnaire a profité de cette première leçon ? Il n'apparaît pas. Car, si nous passons à un autre avènement d'importance — à la grève des cheminots, à la grève générale de mai 1920 — nous trouvons que là encore la classe ouvrière française devait être écrasée par la bourgeoisie de la façon la plus complète. On pouvait donc penser, après ces deux grandes défaites, où la minorité syndicaliste française se laissa duper par les dirigeants de la C. G. T., on pouvait penser que cette minorité aurait compris clairement que tant qu'elle ne sera pas solidement unie elle restera toujours à la merci des manœuvres de Jouhaux et de ses amis. On pouvait penser qu'elle n'aurait plus en vue que le problème de son organisation intérieure et le problème plus important encore de la détermination exacte de sa position actuelle. Les discussions qui ont eu lieu ici ont montré que cette minorité, si elle a entrepris ce travail indispensable, est encore dans une période de grande confusion. On voit qu'il existe dans la minorité syndicaliste révolutionnaire française des tendances diverses qui par moment paraissent tout à fait disposées à travailler entre elles et qui à d'autres s'opposent au contraire vivement l'une contre l'autre.

Ces manifestations montrent clairement que le travail indispensable n'est encore aujourd'hui qu'à peine ébauché. Je crois que les camarades français s'en rendent parfaitement compte, ils savent bien que les formules volontairement imprécises ne peuvent pas suffire. Par exemple celle qui indique la volonté nettement exprimée de collaborer désormais avec des partis politiques qui agiraient révolutionnairement ; à certains moments, il semble, qu'il y a beaucoup dans cette formule, à d'autres moments il semble qu'il n'y a rien, il semble qu'on revienne brusquement à l'opposition ancienne et on dit : c'est la vieille querelle qui se rouvre, la vieille querelle entre les organisations ouvrières et les partis politiques.

Dans de telles conditions la minorité syndicaliste révolutionnaire de France ne peut pas trouver la base de l'action qu'elle doit entreprendre aujourd'hui, c'est là la cause de sa grande faiblesse, c'est la cause pour laquelle elle n'a pas réussi encore à grouper autour d'elle la fraction la plus combative de la classe ouvrière et à entraîner la masse. La classe ouvrière sent bien ce malaise qui existe dans la minorité ; jamais elle ne répondra à des appels qui ne reposent pas sur des idées claires et sur des conceptions précises. Un appel auquel elle répond toujours est celui qui lui est adressé en faveur de la révolution. Et la formule très simple à laquelle on a souvent recours lorsqu'on parle de l'Internationale de Moscou, est aussi une formule qu'elle comprend et c'est pourquoi elle donne son adhésion sans réserves. Mais c'est la tâche des militants de dire ce qu'il y a dans ces formules imprécises et vagues. C'est leur tâche de montrer ce que signifie la défense de la révolution et l'adhésion à Moscou. Dans la période d'avant guerre nous avions tous les loisirs pour discuter les systèmes divers ; alors il était tout à fait légitime de maintenir, chacun pour sa part, le système qu'on croyait le meilleur et de le défendre avec intransigeance. Mais l'époque où nous sommes aujourd'hui est une époque à beaucoup de points de vue et au point de vue le plus essentiel complètement différente de la période d'avant-guerre. Nous voyons à présent qu'avant la guerre le régime capitaliste était un régime solide, qui s'était fortement adapté aux transformations sociales diverses et qu'il n'aurait pas été aisé de renverser. Aujourd'hui ce régime si solide d'avant-guerre a perdu sa base même, il cherche dans les différents pays à se reconstituer, à retrouver un équilibre stable. Nous répétons souvent que nous sommes sûrs qu'il ne retrouvera plus sa base, mais au fond de nous-mêmes nous ne pouvons pas être si affirmatifs. On peut parfaitement concevoir que le régime capitaliste, sous une forme différente de l'ancienne, réussisse de nouveau à s'assurer une existence paisible. Le problème qui se pose devant nous est celui de savoir qui reconstruira la société. Si c'est la bourgeoisie ou si c'est la classe ouvrière. Il ne s'agit plus comme autrefois de discussions théoriques, mais il s'agit d'un problème pratique qui est devant nous. La révolution est maintenant un fait de notre vie. Il dépend de nous de déterminer comment la société nouvelle sera bâtie. Ou nous serons écrasés par la bourgeoisie et alors il est bien sûr que le régime nouveau institué par elle sera un régime d'asservissement de la classe ouvrière, plus dur que celui qui existait avant la guerre, ou bien la nouvelle société sera rebâtie par nous et alors nous pourrions assurer la libération totale de la classe ouvrière et la construction d'une société vraiment communiste. Pour réussir dans notre tâche nous avons besoin d'élaborer ici — et c'est la tâche précise de ce Congrès — de créer une organisation internationale capable de diriger le grand combat de la classe ouvrière, la résolution qui sera proposée au congrès permet le groupement dans l'Internationale nouvelle de toutes les organisations qui sont ici représentées et

j'espère qu'aucune d'entre elles, obéissant à des considérations qui sont vraiment hors de proportions avec la dimension du problème que nous avons à résoudre, ne refusera d'accepter la formule qui sera proposée, et que tous ensemble nous édifierons la première Internationale Syndicale Révolutionnaire.